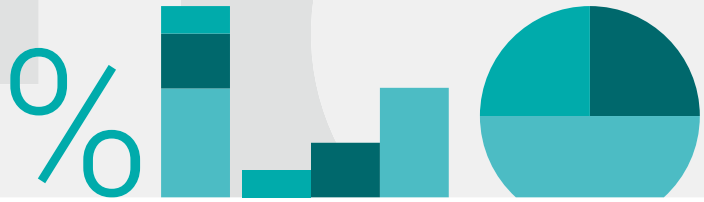
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Actualités OFS



06 Industrie et services

Neuchâtel, novembre 2026

Portrait des PME suisses, 2011–2024

Les petites et moyennes entreprises (PME) font battre le pouls de l'économie suisse. Elles génèrent deux tiers des emplois et concentrent plus de 99% des entreprises marchandes. La Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) offre un niveau de détail élevé et permet de brosser un portrait approfondi des PME suisses. La part et la structure des PME varient fortement en fonction des activités économiques et des régions géographiques. Entre 2011 et 2024, les PME ont gardé une répartition géographique stable et ont légèrement perdu en importance relativement aux grandes entreprises. La proportion des entreprises de moins de 10 emplois a toutefois augmenté. Ainsi, les PME de très petite taille sont toujours plus nombreuses, en particulier dans les centres urbains. En outre, les places de travail dans les PME ont de plus en plus tendance à être occupées par des femmes. Finalement, la taille de l'entreprise et l'appartenance à un groupe multinational jouent un rôle déterminant dans l'intégration des PME aux chaînes de valeur mondialisées.

Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) font l'objet d'une publication régulière depuis l'année de référence 2014. La présente analyse repose sur les résultats de la Statistique structurelle des entreprises (STATENT), disponibles pour les années de référence 2011 à 2024. Les dernières années de cette série ont été marquées par l'influence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie suisse et son marché du travail. Les chiffres relatifs à cette période permettent de mettre en exergue la manière de laquelle les PME ont été impactées par la crise, quel type de PME a le mieux absorbé le choc et dans quelle mesure celui-ci a des effets sur l'évolution de l'emploi.

Terminologie

La comptabilité nationale constitue le cadre de référence de la présente analyse. Elle offre une terminologie spécifique qui classe les unités formant le tissu économique suisse dans différentes catégories. Ainsi, les unités peuvent être définies en tant qu'unités «marchandes» ou «non marchandes» et appartenir au secteur dit «privé» ou «public». Ces éléments sont brièvement présentés ci-dessous:

- on considère qu'une unité est marchande lorsqu'elle produit des biens et services qui sont mis sur le marché à des prix qui couvrent en grande partie les coûts de production. La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à des prix qui ne couvrent pas une part significative des coûts. D'une manière générale, on considère que les prix ne couvrent pas les coûts si les recettes provenant de la vente représentent moins de 50% des coûts de fabrication.
- on considère qu'une unité fait partie du secteur public lorsqu'elle est contrôlée par les pouvoirs publics. Le contrôle passe souvent, mais pas nécessairement seulement, par la détention d'une part significative du capital-actions. Il est important de relever ici qu'une unité publique peut être active sur un marché concurrentiel et être, de ce fait, un producteur marchand[1].

[1] Il convient de préciser que la délimitation de ces unités se fonde ici sur les formes juridiques. Ces dernières sont un proxy pour estimer le contrôle, faute de données adéquates et exhaustives pour chiffrer la part des administrations publiques dans le capital-actions des différentes entreprises. Concrètement, les entreprises publiques marchandes sont constituées des unités ayant les formes juridiques suivantes: instituts de droit public, entreprises cantonales, de district, communales et entreprises publiques d'une corporation de droit public.

Unités marchandes et non marchandes selon le secteur T1

Secteur	Définition	Exemples
Marchand		
privé	Entreprise privée	Entreprises privées actives dans le commerce de détails
public	Entreprise publique	Banque nationale suisse, banques cantonales, assurance-accidents
Non marchand		
privé	Institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Partis politiques, syndicats, associations de consommateurs, paroisses et associations religieuses
public	Administration	Administrations fédérales/cantonales/communales, protection civile, services du feu et de secours

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2026

Le classement possible des différentes unités est donné dans le tableau T 1. Les PME appartiennent à la catégorie des producteurs marchands. Cette catégorie, surlignée en gris dans la partie supérieure du tableau T 1, délimite le champ d'analyse de cette publication.

En se concentrant sur les unités marchandes, la présente analyse couvre la très grande majorité des unités (97,3%) et emplois (85,1%) suisses. Cependant, entre 2011 et 2024, le secteur non-marchand croît plus rapidement et augmente sa part tant en termes d'unités (2,6% à 2,7%) qu'en termes d'emploi (13,4% à 14,9%). En effet, l'emploi du secteur marchand s'est développé à un rythme de 1,1% par année en moyenne, contre 2,0% pour le secteur non-marchand.

Finalement, les unités marchandes peuvent être subdivisées entre différentes classes de taille en fonction du nombre d'emplois. Cette classification permet de distinguer les PME des grandes entreprises. L'OFS définit les PME comme des unités marchandes occupant moins de 250 personnes[2]. Les PME comprennent ainsi les microentreprises, petites et moyennes entreprises (voir tableau T 3).

Définition des classes de taille PME T3

Classes de taille PME	Définition
Petites et moyennes entreprises (PME)	*1 à 249 emplois*
Microentreprises	moins de 10 emplois
Petites entreprises	10 à 49 emplois
Moyennes entreprises	50 à 249 emplois
Grandes entreprises	*250 emplois et plus*

© OFS 2026

La croissance de l'emploi s'essouffle

En 2024, la Suisse compte un peu plus de 630 000 entreprises marchandes pour environ 4,84 millions d'emplois. Ces chiffres sont en progression sur 2024 (emploi: +18 817; nombre d'entreprises: +5768). Pour l'emploi, ces gains concernent plus les grandes entreprises (+0,8% d'emplois) que les PME (+0,2% d'emplois). Pour le nombre d'entreprises, les PME se développent plus (+0,9% de PME et +0,7% de grandes entreprises).

99,7% des entreprises ont moins de 250 emplois et sont donc définies comme PME. Deux tiers des emplois suisses (65,9%) se concentrent au sein des PME. Ces proportions sont relativement stables entre 2011 et 2024 (voir tableau T4). Il y a cependant une

Nombre d'unités et d'emplois par secteur, en 2024 T2

Secteur		Unités			Emplois		
		Abs.	En %	Changement en % depuis 2011	Abs.	En %	Changement en % depuis 2011
Marchand	privé	631 077	97,2%	15,6%	4 576 228	80,5%	15,5%
	public	724	0,1%	–16,4%	260 972	4,6%	2,7%
Non marchand	privé	13 124	2,0%	29,2%	215 647	3,8%	31,6%
	public	4 428	0,7%	–3,2%	628 174	11,1%	28,8%

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2026

[2] La définition des PME peut reposer sur différents critères. Outre le nombre de personnes, l'Union européenne utilise deux autres critères (au choix): le chiffre d'affaires annuel (limité à 50 millions d'euros maximum), ou le total du bilan (avec un plafond fixé à 43 millions d'euros). Pour plus d'informations sur la définition des PME au niveau européen, voir: https://single-market-economy.ec.europa.eu/smes/sme-fundamentals/sme-definition_en

Nombre d'entreprises et d'emplois par classes de taille, 2024 **T4**

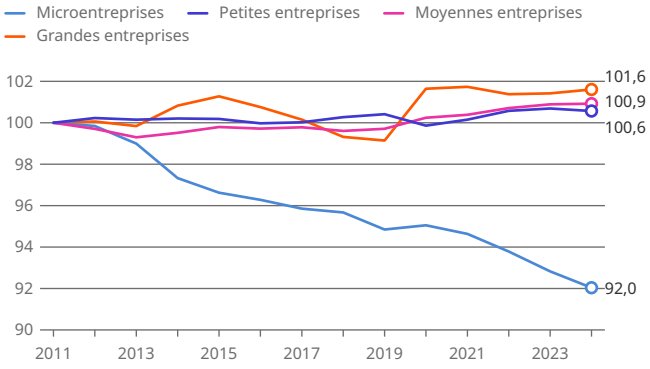
	Entreprises						Emplois					
	2011		2023		2024		2011		2023		2024	
	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %
Total	**546 912**	**100,0**	**626 033**	**100,0**	**631 801**	**100,0**	**4 215 501**	**100,0**	**4 818 383**	**100,0**	**4 837 200**	**100,0**
Petites et moyennes entreprises (PME)	*545 400*	*99,7*	*624 219*	*99,7*	*629 975*	*99,7*	*2 873 193*	*68,2*	*3 185 107*	*66,1*	*3 190 078*	*65,9*
Microentreprises	489 179	89,4	561 952	89,8	567 551	89,8	1 117 158	26,5	1 191 290	24,7	1 192 931	24,7
Petites entreprises	47 758	8,7	52 476	8,4	52 618	8,3	917 778	21,8	1 015 392	21,1	1 016 914	21,0
Moyennes entreprises	8 463	1,6	9 791	1,6	9 806	1,6	838 257	19,9	978 425	20,3	980 233	20,3
Grandes entreprises	*1 512*	*0,3*	*1 814*	*0,3*	*1 826*	*0,3*	*1 342 308*	*31,8*	*1 633 276*	*33,9*	*1 647 122*	*34,1*

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2026

tendance à une réduction de la part des emplois dans les PME. En 2011, les PME totalisent 68,2% des emplois, contre 65,9% en 2024.

Sur la période 2011–2024, la taille moyenne des microentreprises baisse (2020 excepté) alors que les autres classes de taille conservent une taille moyenne globalement stable. On peut toutefois relever que la taille moyenne des grandes entreprises a augmenté en 2020 et s'est stabilisée ensuite. L'évolution contrastée de la taille moyenne entre classes de taille est représentée dans le graphique ci-dessous.

Évolution de la taille moyenne des entreprises par classe de taille (index 2011=100)



État des données: 05.11.2026
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

gr-f-06.02.01.05
© OFS 2026

Après cette première vue d'ensemble, il s'agit de mettre en évidence l'évolution des PME et leurs apports à la croissance du nombre d'entreprises et d'emplois. Le graphique ci-dessous décompose, dans sa partie supérieure, la contribution à la croissance du nombre d'entreprises et dans sa partie inférieure celle du nombre d'emplois par classe de taille.

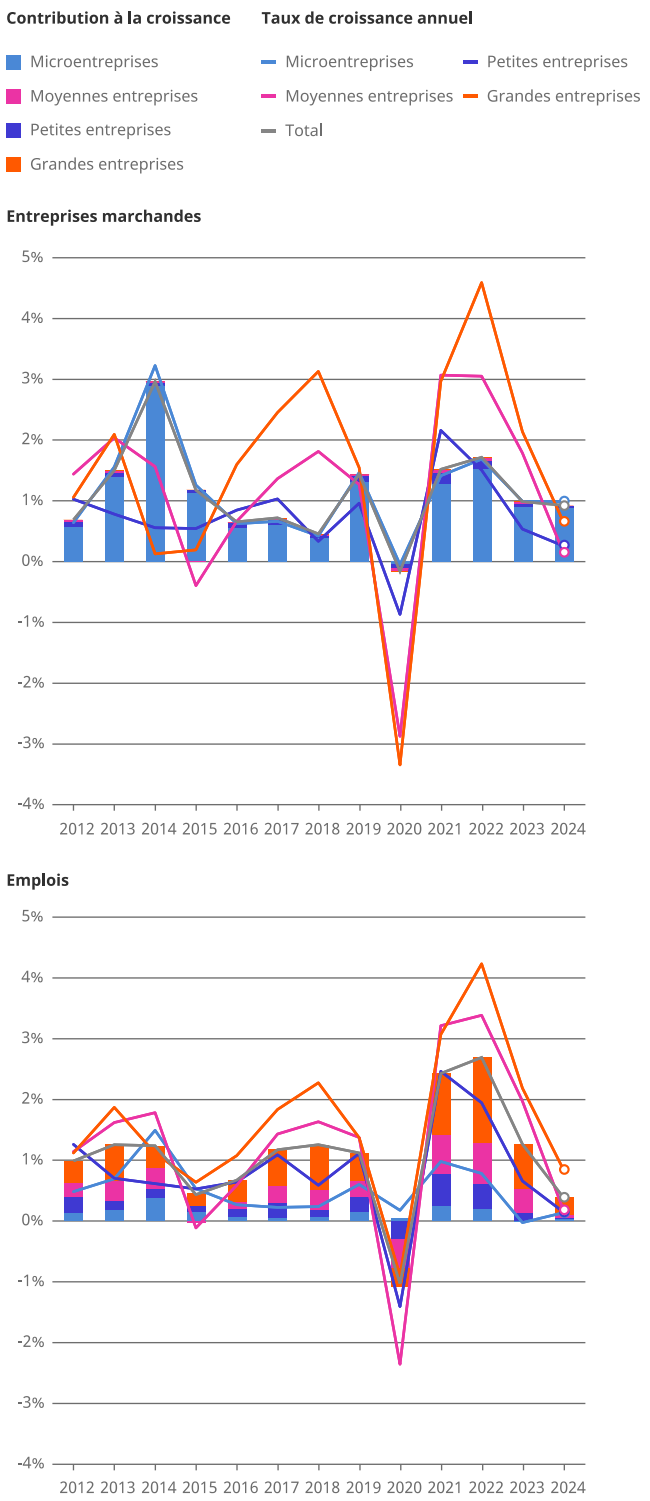
Sur la période 2011 – 2019, l'évolution est positive tant au niveau des entreprises que des emplois. La croissance du nombre d'entreprises est presque uniquement attribuable aux microentreprises alors que celle du nombre d'emplois est répartie de façon plus homogène entre les PME et les grandes entreprises. Le dynamisme des grandes entreprises se manifeste sur la contribution à la croissance de l'emploi. Ceci s'explique par un poids non négligeable (32,9% en 2019) dans l'emploi total combiné à une hausse davantage prononcée dans les grandes entreprises que dans les autres classes de taille.

Entre 2019 et 2020, le nombre d'entreprises et d'emplois (excepté ceux des microentreprises) a chuté dans toutes les classes de taille. Cette diminution fut de courte durée. Les années 2021 et 2022 se caractérisent par une expansion dans toutes les classes de taille. Ces années ont même la croissance de l'emploi la plus élevée jamais mesurée depuis 2011. En 2022, l'emploi (+4,2%) et le nombre d'entreprises (+4,6%) ont le plus fortement augmenté dans les grandes entreprises. Le rebond en 2021 se prolonge ainsi en 2022.

Après ces deux années exceptionnelles, l'année 2023 est à nouveau au même niveau que les années avant 2020 avec une croissance de 1,26% de l'emploi. Les microentreprises perdent marginalement de l'emploi (– 0,03%) alors que les grandes entreprises contribuent à plus de la moitié de l'augmentation de l'emploi.

À l'exception de 2020, l'année 2024 est la plus faible augmentation d'emploi depuis 2011 (+0,39%). Les grandes entreprises continuent à prendre de l'importance concernant l'emploi. Près de trois quarts des emplois sont le fruit des grandes entreprises sur cette année. Si cette tendance se poursuit, l'importance des PME se réduira.

Contribution à la croissance du nombre d'entreprises marchandes et d'emplois selon la classe de taille, de 2012–2024



État des données: 05.11.2026 gr-f-06.02.01.02
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © BFS 2026

Le secteur tertiaire domine

Après avoir évalué l'importance des PME au fil des dernières années, une analyse de leur évolution au sein des différents secteurs économiques est proposée ici.

Si l'on s'attarde sur l'évolution 2011 – 2024 (voir graphique ci-dessous), les PME et les grandes entreprises du secteur tertiaire gagnent respectivement 331 368 et 260 432 emplois, rajoutant ainsi près de 590 000 emplois au secteur des services. Dans le secteur secondaire, l'emploi augmente mais de manière plus modeste avec quelques 43 990 emplois supplémentaires sur la même période. L'évolution positive dans ce secteur est toutefois contrastée. En effet, l'effectif des PME est stable (+205 emplois) alors que celui des grandes entreprises augmente fortement (+43 785 emplois). En décomposant l'évolution des PME du secteur secondaire entre la période avant et pendant la crise pandémique, l'emploi diminue de 0,19% en taux de croissance annuel moyen de 2011 à 2020. La tendance s'inverse entre 2021 et 2023 (+0,84%). Ainsi, l'emploi des PME dans le secteur secondaire a augmenté de 19 050 postes de travail entre 2021 et 2023. Ce résultat compense, en trois ans seulement, la somme des pertes sur la période 2011 – 2020, avant une nouvelle baisse en 2024 (– 0,72%). Quant au secteur primaire, la tendance est à la baisse avec un recul de près de 14 700 emplois entre 2011 et 2024. Ce secteur est composé quasi-exclusivement de petites unités de moins de 250 emplois.

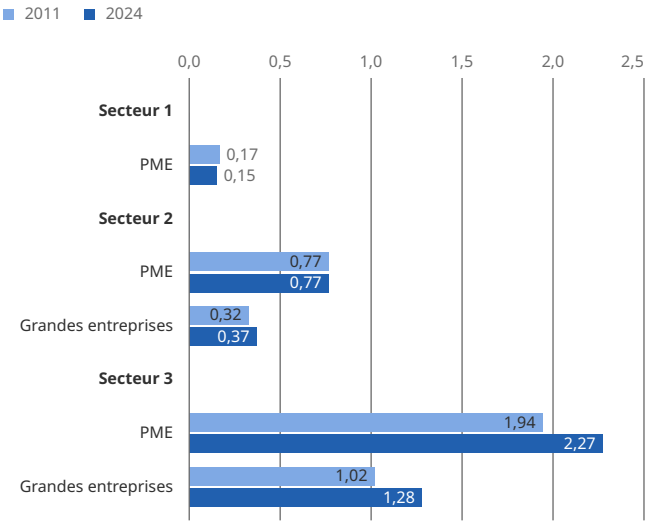
Sur l'ensemble de la période 2011–2024, la hausse d'emplois est plus forte pour les PME (+316 885 emplois) que pour les grandes entreprises (+304 814). Toutefois, cette progression du nombre de places de travail dans les PME se limite au secteur tertiaire contrairement aux grandes entreprises. Ces dernières comptabilisent davantage d'emplois dans tous les trois secteurs économiques. Ceci entraine une tertiarisation de l'économie, globalement plus marquée au sein des PME.

Une analyse plus fine au niveau des activités économiques[3] permet d'expliquer les différentes évolutions sectorielles présentées ci-dessus.

[3] Les activités économiques sont définies dans la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). Pour plus d'informations sur les niveaux de classification et les codes utilisés, consulter: https://www.kubb-tool.bfs.admin.ch/fr/noga/2008

Évolution et répartition des emplois par secteur économique et classe de taille, 2011 et 2024

En millions



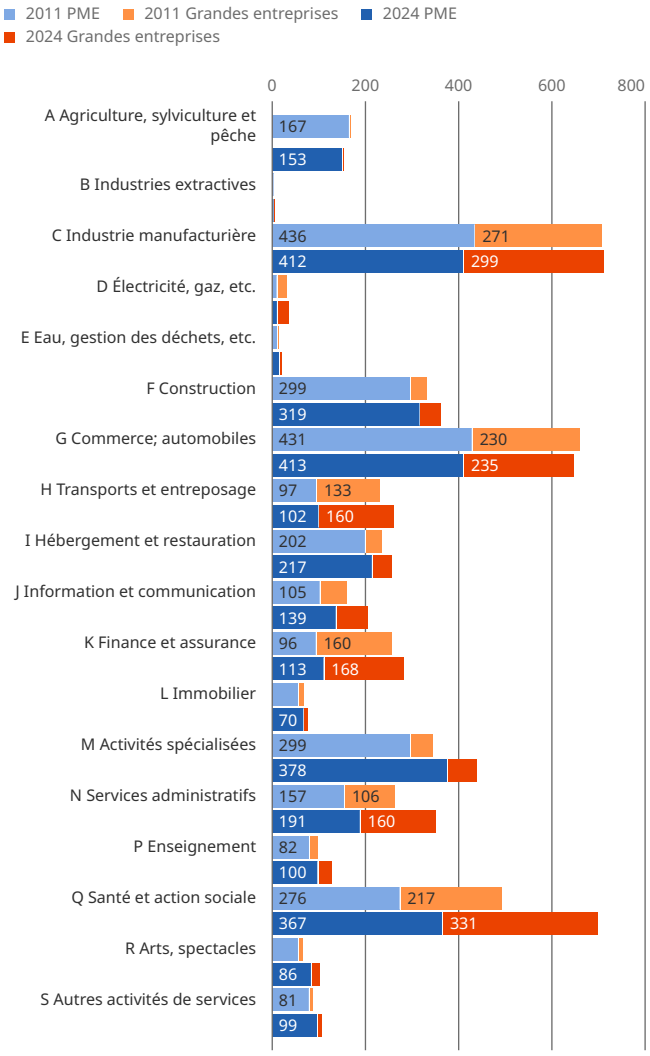
Remarque: Pour plus de lisibilité la catégorie des grandes entreprises du secteur primaire est absente (moins de 1 000 emplois).

État des données: 05.11.2026
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

gr-f-06.02.01.06
© OFS 2026

Répartition des emplois par activité économique et classe de taille, en 2011 et 2024

En milliers



État des données: 05.11.2026
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

gr-f-06.02.01.07
© OFS 2026

Le moteur: la «santé et action sociale»

En 2011, l'«industrie manufacturière» et le «commerce» concentraient le plus d'emplois. Comme l'indique le graphique ci-contre, en 2024, la «santé et action sociale» (698 200) est devant le «commerce» (647 874). Cette deuxième branche du pays a la plus forte progression absolue de l'emploi entre 2011 et 2024. En effet, plus de 200 000 emplois supplémentaires y ont été créés durant cette période. Tant les PME (+90 960 emplois) que les grandes entreprises (+114 554 emplois) ont contribué au dynamisme de la branche. Avec une part relative de 14,4%, la «santé et action sociale» se rapproche ainsi de l'«industrie manufacturière» et pourrait devenir le premier employeur du pays si la tendance se poursuit dans les années à venir.

En 2024, le domaine de la santé et de l'action sociale a gagné des emplois principalement dans les «activités pour la santé humaine» (NOGA 86: +12 682). Plus de la moitié de cette augmentation provient des PME à travers notamment les «autres activités pour la santé humaine[4]» (NOGA 8690: +4802). Les grandes entreprises, elles, gagnent également de l'emploi dans cette branche (NOGA 8690: +2341) et dans les «activités hospitalières» (NOGA 8610: +3527). Cela souligne un dynamisme accru du domaine de la santé qui est supporté tantôt par des PME, tantôt par des grandes entreprises.

Dans l'«industrie manufacturière», l'évolution est particulièrement contrastée depuis 2011. Des pertes d'emplois importantes sont comptabilisées dans la «fabrication d'équipements électriques» (NOGA 27, −8701 emplois) ainsi que dans l'«imprimerie et reproduction d'enregistrements» (NOGA 18, −11 706). À contrario, dans la «fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques» (NOGA 26), les effectifs ont augmenté de près de 13 759 emplois malgré un recul de quelque 3443 places de travail dans les PME. Cette branche économique inclut notamment l'«horlogerie» (NOGA 2652) où les PME perdent 239 emplois, alors que les grandes entreprises gagnent 10 000 emplois.

Certaines branches affichent néanmoins des augmentations d'emploi également dans les PME. Les effectifs ont progressé de 7626 emplois dans l'«industrie alimentaire» (NOGA 10) dont

[4] Cette catégorie NOGA inclut notamment les «Activités des infirmières, soins à domicile» (NOGA 869003: +1410 emplois), la «physiothérapie» (NOGA 869002: +932 emplois) et la «psychothérapie et psychologie» (NOGA 869001: +849 emplois).

3443 emplois pour les PME. Finalement, l'industrie pharmaceutique (NOGA 21) a créé quelques 18 694 places de travail supplémentaires entre 2011 et 2024, dont 2888 pour les PME.

Dans la branche du «commerce», les effectifs sont en recul pour les PME. Plus de 20 000 postes ont été supprimés dans le «commerce de détail» (NOGA 47) et le «commerce de gros» (NOGA 46) entre 2011 et 2024. Ces pertes d'emplois concernent principalement les domaines de l'«habillement» (NOGA 4771), le «commerce de gros d'autres biens domestiques» (NOGA 4649) ou encore le «commerce de détail de meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage» (NOGA 4759). Cela dénote un certain effritement des commerces physiques de proximité.

À l'inverse, les grandes entreprises actives dans le «commerce de gros» (NOGA 46, +7688 emplois) et dans le «commerce et réparation d'automobiles et motocycles» (NOGA 45, +3315 emplois) affichent des évolutions positives sur l'ensemble de la période.

Depuis 2011, les PME perdent globalement du terrain par rapport aux grandes entreprises dans presque l'ensemble des sections économiques, à l'exception de l'«information et communication», la «finance et assurance» et l'«immobilier». Dans ces dernières, les PME se renforcent particulièrement dans les activités d'«édition» (qui passe de 57,8% des emplois de la branche en 2011 à 64,5% en 2024), respectivement les «activités services financiers, hors assurance et caisses de retraite» (de 27,1% à 32,6%) et les «activités immobilières» (de 85,4% à 91%). La perte de terrain des PME est particulièrement visible dans les «transports par eau» (– 19,2%), l'«hébergement médico-social et social» (– 14,5%) et les «transports aériens» (– 13,7%).

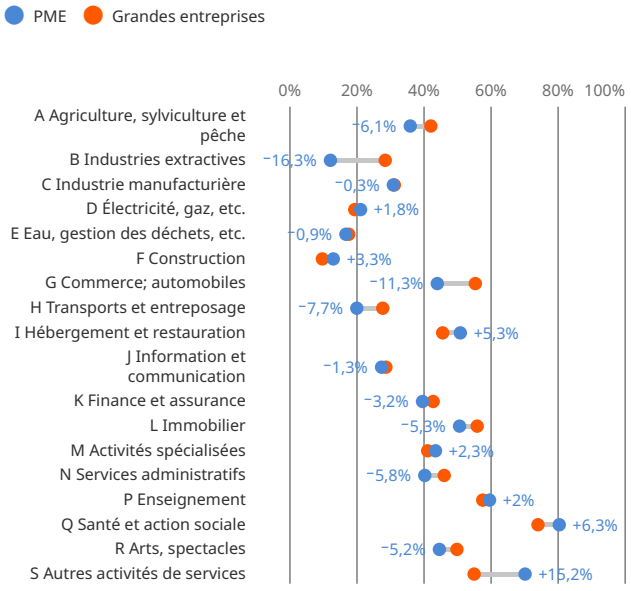
Les femmes de plus en plus actives dans les PME

Selon une publication récente de l'OFS sur la mise en œuvre de la Stratégie pour le développement durable 2030[5], le taux d'activité professionnelle des femmes augmente globalement depuis la fin des années 1990. Cette tendance est analysée plus en détail ici grâce aux données de la STATENT, disponibles pour la période 2011 – 2024.

D'une manière générale, on observe que la part des emplois occupés par des femmes a légèrement augmenté entre 2011 (43,19%) et 2024 (43,87%). La hausse est plus forte dans le PME (+0,73 pp) que dans les grandes entreprises (+0,36 pp). Entre 2011 et 2024, les progressions les plus marquées de l'emploi des femmes sont relevées pour les PME actives dans les branches de l'«enseignement» (NOGA 85, +2,4 pp) et la «production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné» (NOGA 35, +1,9 pp). À l'inverse, l'«hébergement et restauration» (NOGA 55 et 56) a vu la part des femmes diminuer (– 4,9 pp) sur la même période.

La proportion des emplois occupés par des femmes dans l'emploi est également variable selon la section économique. En 2024, 8 emplois sur 10 des PME de la «santé et action sociale» sont occupés par des femmes. La proportion est de 74%, dans les grandes entreprises. Il s'agit de la section économique qui emploie le plus de femmes. À l'autre extrémité, dans la branche de la «construction», la part des emplois occupés par des femmes est de 12,9% pour les PME et de 9,7% pour les grandes entreprises.

Part des emplois occupés par des femmes, en 2024



La valeur indique la différence absolue entre les PME et les grandes entreprises.

État des données: 05.11.2026
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

gr-f-06.02.01.08
© OFS 2026

Deux branches se distinguent par une proportion d'emploi des femmes très différente selon qu'on s'intéresse aux PME ou aux grandes entreprises. Dans le «commerce: automobiles», la part des emplois occupés par des femmes dans les PME est inférieur de 11,3 points de pourcentage à celui des grandes entreprises. À l'inverse, les PME de la branche «autres activités de services» ont une part d'emplois occupés par des femmes de 15,2 points de pourcentage plus élevé que dans les grandes entreprises.

En résumé, on observe que l'économie marchande suisse se féminise depuis 2011, mais que cette évolution n'est pas uniforme selon les branches économiques et la taille des entreprises.

[5] *«Annexe statistique au Rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la Stratégie pour le développement durable 2030»*, OFS, 2024, disponible via: https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees/publications.assetdetail.28725643.html

Évolution des emplois et des entreprises par classe de taille et typologie de commune, 2011 et 2024 T5

Classe de taille	Typologie de commune	Entreprises		Emplois	
		2011	2024	2011	2024
PME	Urbain	60,1%	62,2%	46,4%	45,2%
	Rural	18,5%	18,3%	12,4%	12,0%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	16,7%	15,6%	9,4%	8,8%
Microentreprises	Urbain	51,1%	53,4%	16,2%	15,5%
	Rural	16,3%	16,1%	5,3%	4,8%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	15,3%	14,3%	5,0%	4,4%
Petites entreprises	Urbain	6,7%	6,4%	15,2%	14,8%
	Rural	1,7%	1,6%	4,0%	3,7%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	1,2%	1,1%	2,6%	2,5%
Moyennes entreprises	Urbain	2,4%	2,5%	15,0%	14,9%
	Rural	0,5%	0,5%	3,1%	3,4%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,3%	0,3%	1,8%	2,0%
Grandes entreprises	Urbain	3,5%	3,1%	27,6%	29,1%
	Rural	0,7%	0,5%	3,0%	3,4%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,4%	0,3%	1,3%	1,6%
		100%	100%	100%	100%

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2026

Des centres urbains particulièrement attractifs

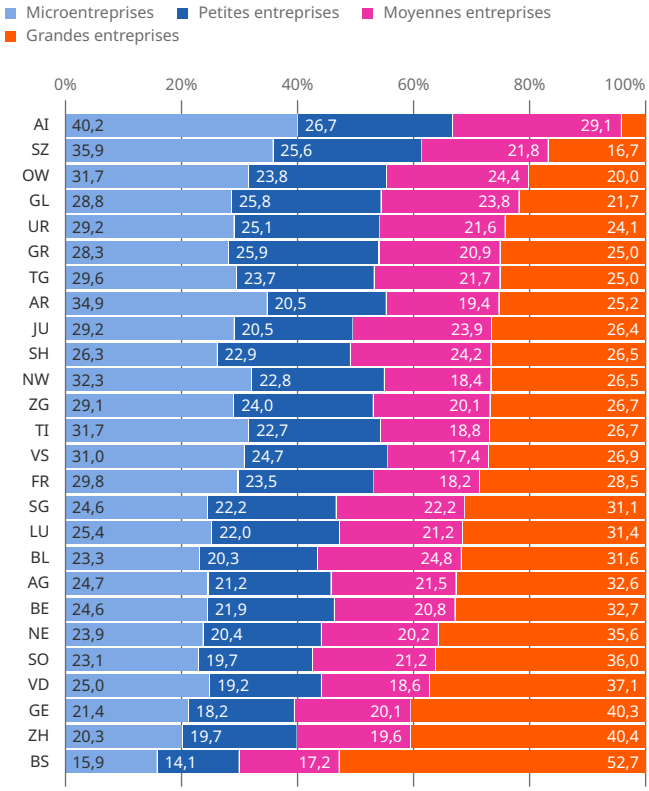
Cette section propose une analyse de la répartition régionale des PME et de leurs emplois. Une PME a un siège juridique enregistré géographiquement à un endroit. Toutefois pour exercer son activité, elle peut disposer de plusieurs établissements qui peuvent être localisés en Suisse en différents emplacements. Ici, il s'agit de prendre en compte le lieu où les personnes travaillent effectivement. Ce dernier peut être différent du siège juridique de l'entreprise.

La part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. Toutefois, la situation est plus contrastée au niveau des emplois (voir graphique ci-contre).

Les cantons à caractère urbain (par exemple: Bâle-Ville ou Genève) se distinguent des cantons à caractère rural (par ex: Appenzell Rhodes-Intérieures ou Schwyz). Les premiers ont une plus forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises, dont le siège n'est pas nécessairement situé dans le même canton. Les seconds ont des emplois principalement dans les microentreprises et les petites entreprises, dont le siège est généralement situé dans le même canton.

Si on considère l'évolution de la structure des PME selon le type de communes (voir tableau T5), on observe un attrait grandissant des microentreprises pour les communes à caractère «urbain»[6]. En effet, la part des microentreprises dans les centres urbains augmente de 2,3 points de pourcentage entre 2011 et 2024, alors que cette part reste stable ou diminue pour les autres types d'entreprises.

Répartition des emplois par classe de taille, en 2024



Remarque: Les emplois sont répartis géographiquement selon la localisation des établissements.

État des données: 05.11.2026
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

gr-f-06.02.01.13

© OFS 2026

[6] La définition d'une commune à caractère urbain est basée sur la typologie des communes de l'OFS. Plus d'informations sont disponibles à l'adresse suivante: Typologie des communes et typologie urbain-rural | Fiche signalétique | Office fédéral de la statistique (admin.ch)

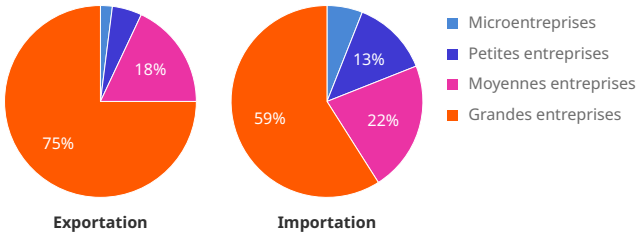
Il est intéressant de relever que plus l'entreprise est grande, plus son emploi se trouve dans les communes urbaines. 85% des emplois des grandes entreprises sont dans des centres urbains. Cette part est de 69% pour les PME. Par ailleurs, la part de l'emploi des grandes entreprises dans les centres urbains a augmenté de +1,5 pp entre 2011 et 2024. On note ainsi une concentration accrue de l'emploi sur les centres urbains pour ce type d'unité.

Les centres urbains se révèlent donc attractifs aussi bien pour le nombre grandissant de microentreprises que pour l'accroissement des emplois des grandes entreprises.

Le commerce extérieur de biens en mains des grandes entreprises

Petit pays en plein cœur de l'Europe, la Suisse est confrontée au défi des chaînes de valeurs mondialisées. Elle tire parti d'une économie prospère, marquée par un dynamisme avéré sur les marchés internationaux, avec notamment une balance commerciale traditionnellement positive. Dans cet environnement, les groupes multinationaux d'entreprises occupent une place centrale de par leurs structures transnationales. Qu'en est-il des PME suisses? Ce chapitre s'intéresse à la taille des entreprises dans le commerce extérieur de biens. À cette fin, les données de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) permettent d'identifier les entreprises exportatrices / importatrices ainsi que les valeurs des transactions.

Quotepart des valeurs des exportations et importations de biens par classe de taille, en 2024



État des données: 05.11.2026
Source: OFS – STATENT, OFDF

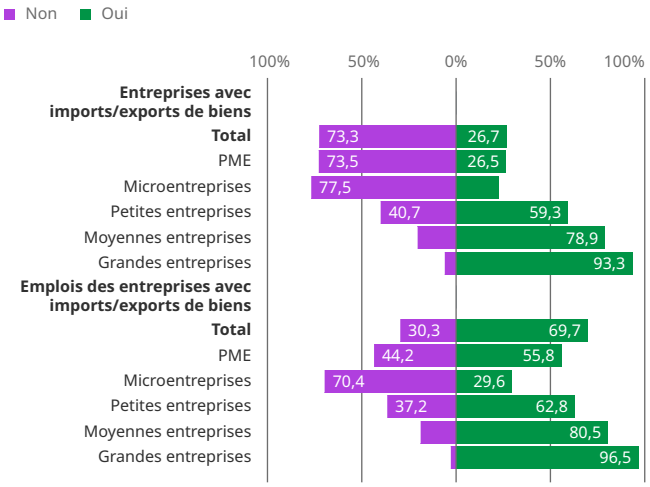
gr-f-06.02.01.09
© OFS 2026

Le graphique ci-dessus montre l'importance des grandes entreprises dans le commerce extérieur de biens. En 2024, elles génèrent à elles seules plus de la moitié de la valeur, exprimée en francs, des échanges de biens entre la Suisse et l'étranger, avec une proportion de 75% à l'exportation et de 59% à l'importation. Cette position dominante des grandes entreprises s'est renforcée. En 2016, première date où de telles données sont disponibles, les grandes entreprises ne représentaient que 56% des exportations et 40% des importations. Ces résultats attestent que les PME jouent certes un rôle non négligeable dans le commerce extérieur de biens mais qu'elles perdent du terrain. De plus, la participation dépend du nombre d'emplois. Les moyennes entreprises ont les plus grandes parts (18% des exportations et 22% des importations) au sein des PME, suivies des petites et enfin des microentreprises. Un premier lien peut donc être établi entre la taille et la valeur des importations et exportations de biens. Le commerce extérieur de biens est principalement en mains des grandes entreprises et des unités de plus de 10 emplois pour les PME.

Afin de prendre la pleine mesure de l'importance des PME dans les échanges commerciaux avec l'étranger, il est nécessaire d'aller un pas plus loin en considérant les caractéristiques des unités importatrices et exportatrices indépendamment des montants absolus des transactions. À cette fin, le graphique ci-dessous distingue les entreprises qui réalisent au moins une exportation ou une importation de biens avec l'étranger de celles qui n'en réalisent aucune.

On voit dans le graphique ci-dessous qu'il existe une relation positive entre la taille des entreprises et la participation directe au commerce extérieur de biens. En Suisse, un quart de toutes les entreprises (26,7%) échange avec l'étranger via au moins une exportation ou une importation de biens. Toutefois, ces entreprises représentent plus de deux tiers (69,7%) de l'ensemble des emplois de l'économie marchande.

Répartition des entreprises et des emplois en fonction de la participation au commerce extérieur de biens par classe de taille, en 2024



État des données: 05.11.2026
Source: OFS – STATENT, OFDF

gr-f-06.02.01.10
© OFS 2026

À partir de 10 emplois, toutes les classes de taille comptent une majorité d'entreprises ayant une activité liée directement[7] au commerce extérieur de marchandises. La quasi-totalité des grandes entreprises (93,3% des unités regroupant 96,5% des emplois) participe aux exportations et importations de biens.

[7] Les entreprises qui ne réalisent aucune importation ou exportation de biens avec l'étranger peuvent évidemment avoir un lien indirect avec le commerce extérieur de biens. Notamment en fournissant des activités de soutien ou des marchandises à des entreprises qui agissent directement sur le commerce extérieur de biens. Dans le cadre de la présente publication, ces entreprises sont considérées comme des entreprises sans activités d'imports/exports de biens.

Plus l'entreprise est grande, plus la probabilité de commerce avec l'étranger est élevée. La classe de taille est donc un facteur important pour échanger avec l'étranger.

Appartenir à un groupe, un atout pour le commerce avec l'étranger

Après avoir identifié l'importance de la taille de l'entreprise comme caractéristique essentielle des entreprises faisant le commerce extérieur de biens, il est proposé de poursuivre l'analyse en ajoutant l'effet de l'appartenance à un groupe. Selon une publication récente de l'OFS sur le comportement des groupes d'entreprises[8], environ 90% des transactions du commerce extérieur de biens (en francs suisses) sont réalisés par des entreprises appartenant à un groupe multinational. Dans quelle mesure les PME suisses appartiennent-elles à un groupe multinational ? Le cas échéant, sont-elles relativement plus actives dans le commerce extérieur de biens que les autres PME ?

Pour répondre à ces questions, les données disponibles dès 2014 dans la statistique des groupes d'entreprises (STAGRE), qui fournit la structure et le périmètre des groupes d'entreprises, sont ajoutées à l'analyse. Les PME sont alors considérées dans une dimension plus globale et sont classées selon une terminologie spécifique (tableau T6) en fonction de leur appartenance ou non à un groupe et du type de groupe.

La répartition des entreprises et emplois exprimée selon l'appartenance à un groupe (voir tableau T7) montre que le tissu économique suisse est majoritairement composé de PME indépendantes (94,6%). Ainsi, seulement environ une PME sur 20 fait partie d'un groupe d'entreprises. L'image est différente lorsqu'on s'intéresse au nombre d'emplois au sein des PME membres d'un groupe. On y trouve en effet près d'un emploi sur 6 (soit 16%). Toutefois, l'évolution depuis 2014 est contrastée selon le type de groupe auquel les PME appartiennent. L'emploi est relativement stable au sein des PME appartenant à un groupe purement domestique (+4%), tandis qu'il augmente de manière considérable pour les PME membre d'un groupe multinational suisse (+34%). 70% de cette augmentation peut être qualifiée d'exogène, par exemple à travers un rachat d'une PME indépendante par un groupe multinational suisse.

Avec deux tiers du volume des échanges, les grandes entreprises dominent le commerce international de biens. Toutefois, dans le tiers restant attribuable à l'ensemble des PME, plus de 8 francs sur 10 est réalisée par des PME faisant partie d'un groupe. Vues sous cet angle, les PME indépendantes ont un rôle marginal (5,8% du volume des échanges) alors qu'elles représentent presque 95% des entreprises et la moitié des emplois (49,7%).

Types des groupes **T6**

Type	Définition
Indépendant	Entreprise appartenant à aucun groupe d'entreprises
Membre d'un groupe	Entreprise appartenant à un groupe d'entreprises
Groupe multinational d'entreprises sous contrôle étranger abrégé par groupe multinational étranger	Groupe dont au moins un membre est en Suisse et la tête du groupe est à l'étranger
Groupe multinational d'entreprises sous contrôle suisse abrégé par groupe multinational suisse	Groupe dont au moins un membre est à l'étranger et la tête du groupe est en Suisse
Groupe d'entreprises purement domestique abrégé par groupe purement domestique	Groupe dont tous les membres sont établis en Suisse

Source: OFS – STATENT, STAGRE

© OFS 2026

Importations, exportations & nombre d'entreprises et d'emplois par type de groupe, 2024 **T7**

Type	Entreprises			Emplois			Emplois moyens	Importations et exportations	
	Nombre	En %	Changement en % depuis 2014	Nombre	En %	Changement en % depuis 2014		En millions de francs	En %
Total entreprises marchandes	**631 801**	**100,0**	**9,8**	**4 837 200**	**100,0**	**10,8**	**7,7**	**660 900**	**100,0**
PME:	629 975	99,7	9,8	3 190 078	65,9	7,6	5,1	212 375	32,1
Indépendant	*597 840*	*94,6*	*8,8*	*2 403 598*	*49,7*	*4,7*	*4,0*	*38 354*	*5,8*
Membre d'un groupe purement domestique	*13 097*	*2,1*	*26,9*	*266 355*	*5,5*	*4,2*	*20,3*	*9 954*	*1,5*
Membre d'un groupe multinational suisse	*10 421*	*1,6*	*53,3*	*285 568*	*5,9*	*33,5*	*27,4*	*45 205*	*6,8*
Membre d'un groupe multinational étranger	*8 617*	*1,4*	*17,4*	*234 557*	*4,8*	*16,5*	*27,2*	*118 862*	*18,0*
Grandes entreprises	1 826	0,3	16,9	1 647 122	34,1	17,8	902,0	448 525	67,9

Source: OFS – STATENT, STAGRE, OFDF

© OFS 2026

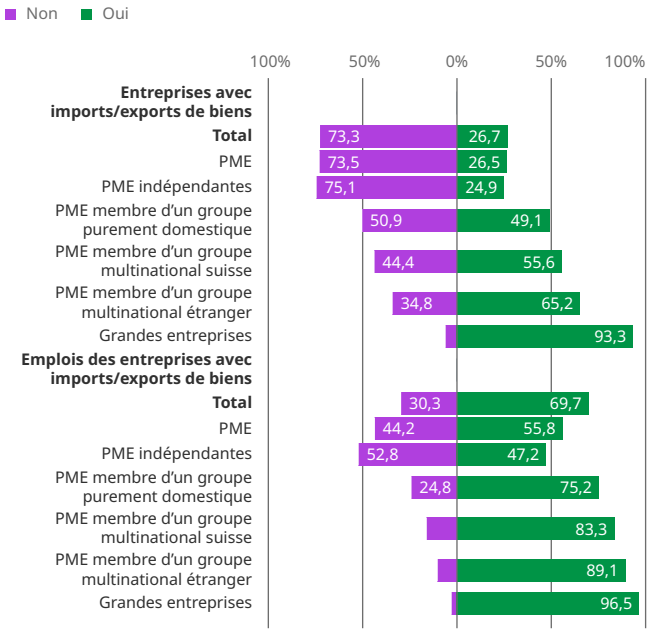
[8] *«Portrait des groupes d'entreprises en Suisse 2014–2023»*, OFS, 2024, disponible via: https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees.assetdetail.33046079.html

Examinons à présent la proportion des entreprises qui prennent part au commerce extérieur selon qu'elles appartiennent, ou non, à un groupe. Le graphique ci-dessous permet d'illustrer davantage le comportement des PME indépendantes et des PME membres d'un groupe. Seuls 24,9% des PME indépendantes échangent des biens sur le marché international. Cette proportion est au minimum de 49,1% pour les PME membres d'un groupe.

Une comparaison entre les entreprises membres d'un groupe multinational suisse et celles contrôlées par un groupe étranger montre un résultat intéressant. Les PME membres de multinationales suisses sont 20% plus nombreuses que celles membres de multinationales étrangères. Dans les deux types de groupes, l'emploi moyen des PME est similaire (27,4 contre 27,2). Cependant, le volume des échanges est inférieur de 62% pour les PME au sein de groupes multinationaux suisses. Plus de la moitié des échanges des PME avec l'étranger est le fruit de PME sous contrôle de groupes étrangers.

On peut ainsi conclure que les PME suisses sont relativement peu contrôlées par des groupes, mais lorsque cela arrive, elles sont en moyenne plus grandes et ont un poids dans le commerce extérieur de marchandises bien plus significatifs. Vu sous cet angle, l'appartenance à un groupe joue un rôle déterminant pour les PME. En particulier, les PME au sein d'un groupe multinational étranger se distinguent par le grand volume d'échanges de marchandises à l'international.

Répartition des entreprises et des emplois en fonction de la participation au commerce extérieur de biens par type de groupe, en 2024



État des données: 05.11.2026
Source: OFS – STATENT, STAGRE, OFDF

gr-f-06.02.01.11
© OFS 2026

Les parties qui précèdent ont analysé le commerce extérieur des PME suisses et mis en évidence deux facteurs importants. Il est toutefois clair qu'il peut y avoir de multiples autres raisons qui amènent une entreprise à faire du commerce de biens avec l'étranger.

Une analyse de la structure des unités exportatrices/importatrices par activité économique montre que, dans certaines branches, une proportion importante de PME indépendantes échange des biens avec l'étranger. Par conséquent, le critère de l'appartenance à un groupe ne doit pas être considéré comme un facteur «sine qua non». Toutefois, on relève que ces mêmes PME indépendantes, actives à l'import/export, ont une taille moyenne relativement plus grande que les PME indépendantes qui n'effectuent aucun échange de biens.

Parmi les branches qui ont un poids important dans le commerce extérieur de biens, on peut mentionner le «commerce de gros» (NOGA 46). Cette activité économique compte près de 15 400 PME indépendantes dont les deux tiers (66%) échangent des biens avec l'étranger.

Quelques activités présentent le même profil que le commerce de gros avec une forte proportion de PME indépendantes, relativement grandes et menant des activités d'importation et exportation de biens. Cette configuration se retrouve dans les branches telles que la «fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques» (NOGA 26) incluant l'«horlogerie» (NOGA 2652), la «fabrication de machines et équipements n. c. a.» (NOGA 28), l'«industrie chimique» (NOGA 20), ou encore la «métallurgie» (NOGA 24).

Pour échanger à l'international, l'importance de l'appartenance à un groupe ou la taille de l'entreprise varie selon le secteur d'activités de l'entreprise. Ainsi, les PME indépendantes peuvent être également très actives dans le commerce de marchandises.

Les PME suisses sensiblement plus grandes en comparaison internationale

Au niveau international[9], les PME représentent la grande majorité des entreprises. Ainsi, en 2024, la part des PME dans l'économie marchande est supérieure ou égale à 99,5%[10] dans l'ensemble des pays considérés (voir tableau T 8). Ces derniers présentent toutefois des structures par classe de taille PME différentes. Avec une proportion de 89,2% de microentreprises, la Suisse figure au côté de l'Allemagne (84,6%) et du Luxembourg (87,3%) parmi les pays ayant le moins de microentreprises. À contrario, la Suisse possède davantage de petites et moyennes entreprises.

[9] Les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles des entreprises (Dataset: SDBS Structural Business Statistics (ISIC Rev. 4)).

[10] Il convient de noter que la définition de l'économie marchande utilisée dans les bases de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles est très différente de celle utilisée dans les chapitres précédents. En Suisse, l'économie marchande exclut les administrations publiques ainsi que les institutions sans but lucratif (ISBLSM) au service des ménages. L'OCDE applique un découpage qui va au-delà de cette définition. Ainsi, outre les administrations et les ISBLSM, le périmètre de consolidation de l'OCDE exclut également l'agriculture et les activités des organisations associatives. Les chiffres pour la Suisse ont dès lors été adaptés afin de correspondre au cadre d'analyse de référence de l'OCDE.

Répartition des entreprises par classes de taille pour une sélection de pays, en 2024 T8

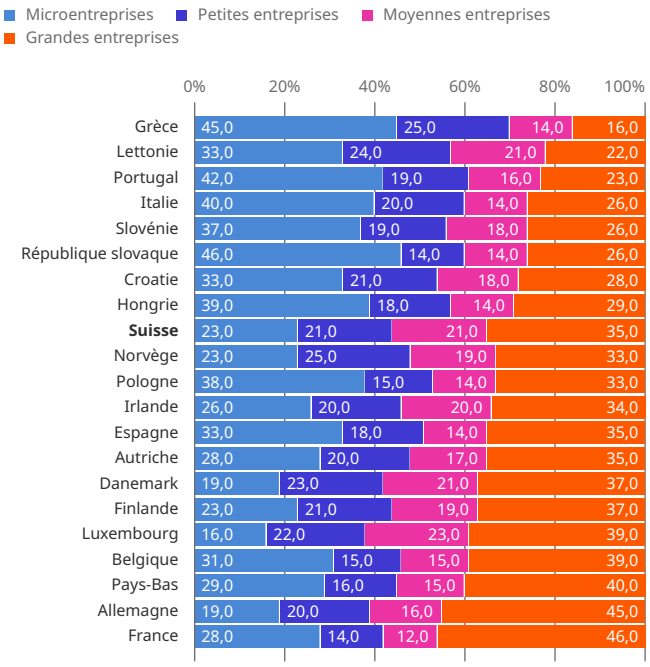
Pays	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	PME	Grandes entreprises	Nombre d'entreprises
Grèce	94,3%	5,0%	0,5%	99,9%	0,1%	964 309
Portugal	96,2%	3,2%	0,5%	99,9%	0,1%	1 470 925
Italie	94,7%	4,6%	0,6%	99,9%	0,1%	4 547 058
République slovaque	97,6%	1,9%	0,4%	99,9%	0,1%	670 113
Hongrie	95,8%	3,5%	0,5%	99,9%	0,1%	901 409
Pays-Bas	97,2%	2,2%	0,5%	99,9%	0,1%	2 424 320
France	96,3%	3,1%	0,5%	99,9%	0,1%	5 100 136
Espagne	94,8%	4,4%	0,6%	99,9%	0,1%	3 527 094
Belgique	96,0%	3,2%	0,6%	99,8%	0,2%	900 497
Irlande	92,5%	6,1%	1,2%	99,8%	0,2%	403 848
Pologne	96,0%	3,3%	0,6%	99,9%	0,1%	2 820 441
Slovénie	95,4%	3,7%	0,7%	99,9%	0,1%	208 059
Lettonie	93,1%	5,7%	1,0%	99,8%	0,2%	150 397
Finlande	95,4%	3,7%	0,7%	99,8%	0,2%	480 738
Croatie	93,0%	5,9%	0,9%	99,8%	0,2%	251 925
Norvège	93,6%	5,4%	0,8%	99,8%	0,2%	475 320
Autriche	92,0%	6,7%	1,1%	99,7%	0,3%	605 644
Danemark	91,8%	6,7%	1,3%	99,8%	0,2%	385 178
Suisse	**89,2%**	**8,8%**	**1,7%**	**99,7%**	**0,3%**	**581 028**
Allemagne	84,6%	12,9%	2,0%	99,5%	0,5%	3 250 971
Luxembourg	87,3%	10,1%	2,1%	99,5%	0,5%	43 632

Source: OECD – SDBS (Structural Business Statistics); OFS – STATENT

© OFS 2026

Le poids relativement plus important des entreprises d'au moins dix emplois a pour conséquence que la Suisse dispose de PME globalement grandes en comparaison internationale. Il induit également une relative homogénéité de la répartition des emplois entre les différentes classes de taille et une proportion d'emplois au sein des entreprises de 10 à 249 emplois au-dessus de la moyenne des pays considérés (voir graphique ci-contre).

Répartition des emplois par classes de taille pour une sélection de pays, en 2024



État des données: 05.11.2026
Source: OECD – SDBS (Structural Business Statistics); OFS – STATENT

gr-f-06.02.01.12
© OFS 2026

Résumé

Avec plus de 99% des unités et près de deux tiers des emplois de l'économie marchande, les PME constituent la pierre angulaire de l'économie suisse. Sur la période 2011 – 2024, on peut relever qu'elles ont évolué de manière presque linéaire avant de connaître une période de fluctuations exceptionnelles entre 2019 et 2022. En effet, après une chute considérable de leur emploi en 2020, les PME se sont bien reprises en 2021 pour ensuite fortifier, en 2022, leur croissance. L'année 2023 marque le retour à l'ordre de grandeur d'avant 2020, tandis qu'en 2024, les entreprises marquent le pas, particulièrement les PME.

La tendance est nettement à la tertiarisation. Après une baisse continue puis une remontée, l'emploi des PME du secteur secondaire a retrouvé le niveau de 2011. Cependant, l'année 2024 marque un nouveau recul de l'emploi.

La «santé et action sociale» reste un grand moteur de la croissance de l'emploi en Suisse. A contrario, l'«industrie manufacturière» a une bien plus modeste hausse de l'emploi depuis 2011. Ces éléments augmentent la tertiarisation de l'économie. De son côté, le «commerce» perd continuellement des plumes ce qui pourrait être lié aux changements d'habitudes des consommateurs.

Quatre tendances sont soulignées dans cette publication: la place importante des femmes dans les PME, l'importance croissante des très petites entreprises, une implantation en hausse dans les communes urbaines et une contribution relativement importante des PME dans le commerce extérieur de biens. Dans ce dernier cas, l'image est affectée par les facteurs de la taille et de l'appartenance à un groupe d'entreprises.

Finalement, en comparaison internationale, la Suisse se distingue par un tissu économique relativement plus homogène en termes de classes de taille d'entreprise ainsi qu'une part d'emplois dans les PME plus importante.

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: statent@bfs.admin.ch, tél. +41 58 463 62 66

Rédaction: Nicolas Vallon, OFS

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 06 Industrie et services

Langue du texte original: français

Mise en page: Publishing et diffusion PUB, OFS

Graphiques: Publishing et diffusion PUB, OFS
Vous trouverez également les graphiques en version interactive dans notre catalogue en ligne.

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, order@bfs.admin.ch, tél. +41 58 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2026
La reproduction est autorisée si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 1662-2400

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Système d'indicateurs MONET 2030

www.statistique.ch → Statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030